

DROIT DU TRAVAIL



A word cloud centered on the theme of labor law. The words are arranged in a roughly circular pattern, with some words appearing vertically and others horizontally. The colors of the words range from dark grey to bright red. The most prominent words, shown in larger fonts, include 'licenciement', 'contrat de travail', 'temps de travail', 'prime', 'entreprise', 'avocat', 'jugement', 'concordance', 'harcèlement', 'mobilité', 'concordance', 'conciliation', 'avertissement', 'inaptitude', 'embauche', 'négociations', 'chômage', 'indemnisation', 'syndicats', 'médiation', 'sanctions', 'sécurité sociale', 'économie', and 'primes'.

entreprise
avertissement
conciliation
inaptitude
embauche
mobilité
négociations
licenciement
harcèlement
contrat de travail
temps de travail
prime
avocat
jugement
concordance
harcèlement
contrat de travail
temps de travail
prime
syndicats
médiation
sanctions
sécurité sociale
économie
conciliation
avertissement
inaptitude
embauche
mobilité
négociations
chômage
indemnisation

DROIT DU TRAVAIL

INTRODUCTION

Gilles MAROUSEAU
Le Mans Université

Cours actualisé 2021/2022

Introduction

1 – Définition

=> réglementation des relations de travail entre employeurs (supérieurs) et employés (subordonnés)

- * Droit récent : naissance milieu du XIXe

 - Le travail crée une situation de dépendance nécessitant une protection particulière

- * Droit autonome : il a ses propres tribunaux

- * Droit évolutif : droit autrefois octroyé et aujourd'hui en partie négocié

- * Droit privé : il ne concerne pas les différentes fonctions publiques

Introduction

2 – Sources

=> Etat + règles communautaires + conventions OIT

(Organisation Internationale du Travail -créée en 1919 et rattachée à l'ONU)

* La Constitution : droit du travail, droit de grève et liberté syndicale

* La loi, rôle central => Code du Travail

=> Droit conventionnel et professionnel : conventions et accords collectifs

=> Contrat individuel de travail : accord entre les deux parties

=> Usages professionnels et règlement intérieur

=> Jurisprudence

Introduction

3 – Instances

=> DREETS (depuis le 01 avril 2021)

Au 1^{er} avril,

Les DIRECCTE Directions régionales des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi

et les DRCS Directions régionales
de la cohésion sociale



**deviennent
les DREETS**

Directions régionales de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités

#Transformationpublique

Introduction

3 – Instances

=> DREETS

Ses missions :

Surveillance de l'application des dispositions législatives,
réglementaires et conventionnelles

Pouvoir de décision

Conseil, assistance et conciliation

Introduction

3 – Instances (suite)

=> CONSEIL DES PRUD-HOMMES (conseiller prud'homal)

Réforme du 01 août 2016 (lois Macron 2015-990 + décret du 20 mai 2016)

Nouveau / Il est possible de recourir à la médiation ou à la conciliation

La requête est déposée au greffe du conseil des prud-hommes

Identification + prétentions + pièces justificatives

Bureau de conciliation et d'orientation (BCO)

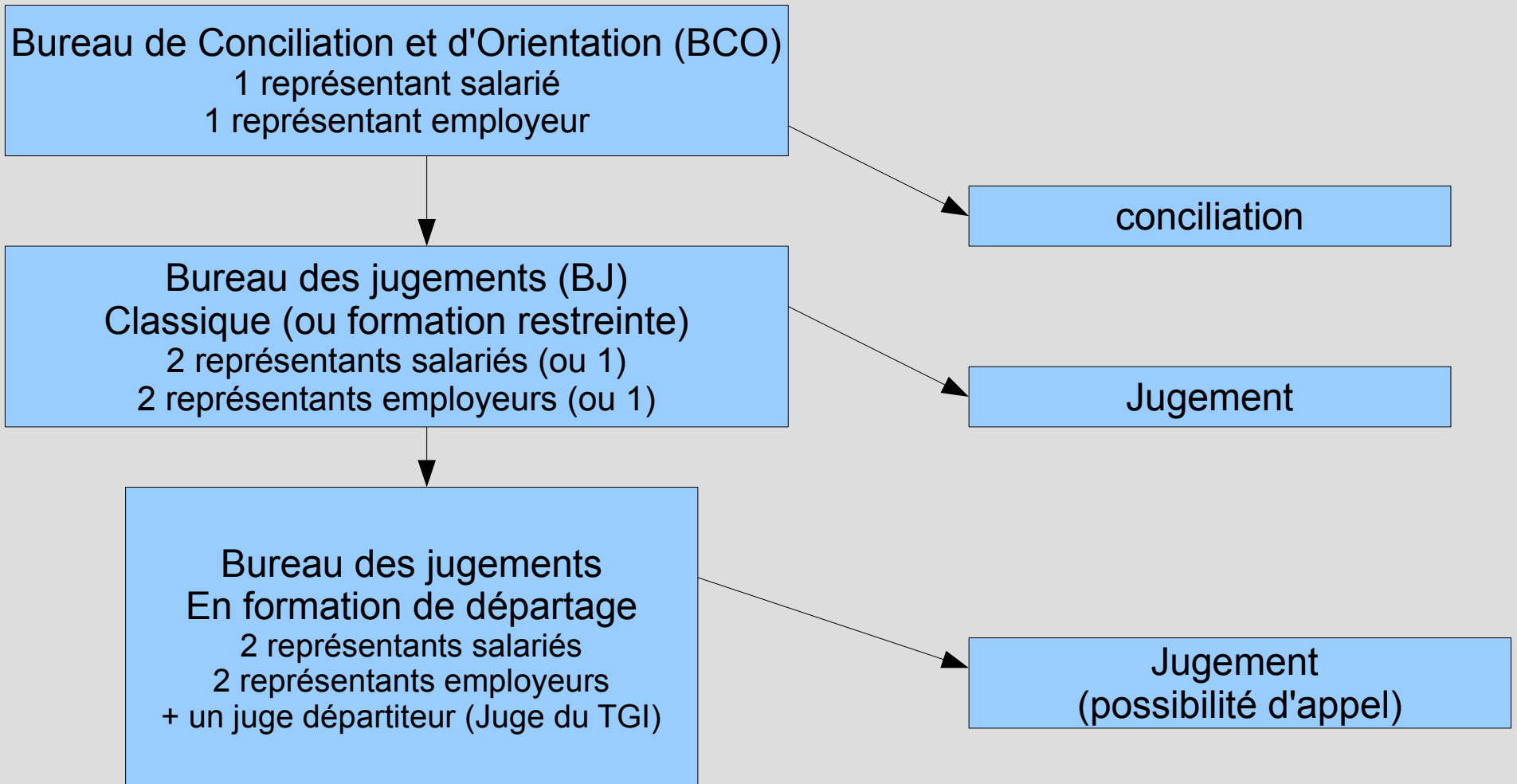
- Le BCO peut juger immédiatement, même si l'une des parties est absente de manière injustifiée

- Le BCO peut jouer un rôle de mise en état du dossier

Procédure ordinaire

Procédure en référé (rapidité due à l'urgence ou au trouble ou dommage imminent)

Introduction



Introduction

3 – Instances (suite) / La baisse des recours

2009 : 230 000 recours (98% motif personnel + 2% motif économique)

2012 : 178 000

2016 : 148 567

effet de la loi macron d'août 2015

Obligation de décrire les diligences en vue d'aboutir à un accord amiable

Obligation de préciser sa saisine

2017 : 127 000

effet du l'instauration du barème 22 sept 2017

2018 : 119 881

96 % des affaires proviennent de plaintes de salarié (15 mois d'attente)

25 % des licenciements pour motif personnel vont aux prud'hommes

65 % des jugements font l'objet d'un appel (16 mois en moyenne)

Introduction

3 – Instances (suite)

=> *Indemnités allant de 2 500 à 310 000 € avant l'instauration d'un barême (loi du 11 septembre 2017)*

en moyenne, 10 mois de salaires soit 24 000€

Indemnités cadres : 38 0000 €

Indemnités ouvriers : 6 400 €

En Sarthe, 763 affaires déposées sur une année mais seulement 90 ont fait l'objet d'une conciliation et, sur 354 affaires étudiées, seulement 128 condamnations ont été prononcées.

Introduction

3 – Instances (suite)

=> MOTIFS DES CONFLITS

* De la part des salariés	95,4 %
- Rupture de contrat	92,1 %
- contestation motif non éco	78,4 %
- contestation motif éco	1,6 %
- autres /	
paiement salaires (notamment heures supplémentaires)	
contestation de sanction	
harcèlement moral ou sexuel	
* De la part des employeurs	2 %